



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

L'UA PRESSE LES GROUPES ARMÉS CENTRAFRICAINS DE CESSER TOUTE OFFENSIVE MILITAIRE ET DE S'ENGAGER SUR LA VOIE DU DIALOGUE

Addis Abéba, le 24 décembre 2012: La Présidente de la Commission de l'Union africaine (UA), Dr. Nkosazana Dlamini Zuma, continue de suivre de près l'évolution de la situation en République centrafricaine (RCA). En particulier, elle est profondément préoccupée par la poursuite, par les groupes armés concernés, de leur offensive militaire, marquée notamment par l'occupation de la localité de Bambari, et ce en défiance totale des appels lancés par l'UA et les Nations unies, par l'intermédiaire du Conseil de sécurité, ainsi que des décisions pertinentes adoptées par le Sommet extraordinaire de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC), tenu à Ndjamena, le 21 décembre 2012.

La Présidente de la Commission réitère la demande de l'UA pour que les groupes armés concernés mettent un terme immédiat à leur offensive et se retirent inconditionnellement des localités qu'ils occupent. Elle les invite à s'engager de manière résolue sur la voie du dialogue, tel que décidé par le Sommet de la CEEAC, et ce en prenant part de bonne foi aux négociations prévues à Libreville, sous l'égide du Comité de suivi présidé par la République du Congo. Elle souligne la détermination de l'UA, en application des décisions pertinentes du Conseil de paix et de sécurité (CPS), à prendre des sanctions contre tous les auteurs de troubles et à les isoler, ainsi qu'à solliciter à cet effet l'appui de la communauté internationale, notamment du Conseil de sécurité des Nations unies.

La Présidente de la Commission réitère l'appréciation de l'UA au Tchad pour les mesures opportunes prises en vue de prévenir une détérioration accrue de la situation sécuritaire en RCA. Elle exprime l'appui total de l'UA aux décisions prises par le Sommet de la CEEAC et l'engagement de la Commission à contribuer à leur mise en œuvre, y compris en apportant un soutien aux négociations devant se tenir à Libreville entre les parties prenantes centrafricaines. Elle en appelle à la communauté internationale pour qu'elle appuie les efforts de la CEEAC, notamment à travers un soutien logistique et financier au déploiement, de toute urgence, d'une force d'interposition de la MICOPAX, comme convenu lors du Sommet de Ndjamena.